

DIX ANS D'EUROMED

Renforcer les droits humains



Affrontement autour d'une carte de la Méditerranée. Ce ne sont pas les négociations de dernière minute d'Euromed, mais une séance de "Civilization". Le jeu traite des premières civilisations humaines, notamment sur le pourtour méditerranéen. Depuis, les rôles de centre et de périphérie se sont inversés.
(photo: www.civproject.net)

Dix ans après le lancement du partenariat Europe-Méditerranée, Amnesty International dresse un bilan critique d'un processus qui devait être axé sur la promotion des droits humains et de la démocratie.

Quand les ministres des Affaires étrangères euro-méditerranéens se sont réunis à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995 et ont lancé le partenariat Euromed, (...) les ministres ont défini trois objectifs principaux de coopération: promouvoir la paix et la stabilité en renforçant les droits de l'homme et la démocratie, favoriser la prospérité par la construction d'une association économique et financière, et faciliter la compréhension mutuelle entre les peuples au moyen d'un partenariat social, culturel et humain. Ces trois pierres angulaires du partenariat devaient donner l'impulsion nécessaire pour renforcer un climat politique positif.

Dix ans plus tard, l'environnement politique s'est considérablement dégradé. Non seulement le partenariat a été affecté par l'agrandissement de l'Union européenne et l'introduction d'une Politique européenne de voisinage plus large, mais le climat politique en 2005 est dominé par les conflits et par les pressions croissantes exercées par la lutte contre le terrorisme et contre "l'immigration illégale". L'accomplissement des objectifs initiaux, en particulier ceux de la paix, de la stabilité et de la compréhension mutuelle entre les peuples, semble encore plus improbable qu'il y a dix ans. (...)

En 2005, les droits de l'homme continuent à être gravement et systématiquement violés dans la plupart des pays méditerranéens partenaires. En même temps, ces pays subissent une pression croissante de la part de l'Union européenne tandis que les défis de la lutte contre le terrorisme et l'immigration irrégulière conduisent de plus en plus souvent à des violations des droits fondamentaux, dans un contexte préoccupant de racisme, de xénophobie et d'intolérance.

Changement de perspective

Au lieu de remédier au déficit en matière de droits de l'homme au sein du processus de Barcelone, les propositions de la commission eu-

ropéenne pour les années à venir semblent reléguer la protection et la promotion des droits de l'homme au deuxième plan et sont limitées à l'organisation de conférence et d'initiatives pédagogiques. Bien qu'importants, ceux-ci ne peuvent être efficaces que s'ils sont déployés en complément, et non à la place, d'efforts concrets en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et la bonne administration de la justice dans tous les pays du partenariat Euromed.

- les droits de l'homme doivent être fermement et solidement inscrits dans l'agenda politique, avec des mécanismes d'exécution adéquats et un échéancier clair;
- les mesures de lutte contre le terrorisme doivent être fondées sur les droits de l'homme et les principes démocratiques;
- les efforts visant à contrôler l'immigration doivent être conformes aux normes internationales relatives à la protection des droits des réfugiés et des migrants;
- le programme euro-méditerranéen en matière de droits de l'homme comportant une clause de réciprocité, les deux parties doivent remédier aux lacunes existantes sur la base d'une responsabilité partagée. (...)

Malgré son engagement de principe pour le "respect des droits de l'homme et des principes démocratiques" dans sa coopération avec les pays tiers, l'Union européenne n'est pas parvenue à intervenir efficacement dans ce domaine. A cet égard, elle n'a pas fait un usage efficace de l'article 2 des accords de partenariat qui comporte une clause relative au respect des droits de l'homme par les pays partenaires ou les Etats membres. En outre, l'absence d'intervention de l'Union européenne dans le cas de violations des droits de l'homme commises par différents Etats membres la rend complice de ces actes et ne peut que compromettre son autorité politique et mo-

rale lorsqu'il s'agit d'évoquer des inquiétudes relatives aux droits de l'homme avec les pays tiers. (...) De même, les Etats membres de l'Union européenne exportent des politiques restrictives en matière de lutte contre le terrorisme et "l'immigration illégale" et compromettent ainsi de fait la protection des droits de l'homme dans les pays partenaires.

Dangers de la lutte anti-terroriste

(...) Amnesty International condamne inconditionnellement et sans réserve les attaques de civils et demande que les responsables soient traduits en justice. (...) Amnesty International reconnaît qu'au lendemain des attentats du 11 septembre comme d'autres attentats dans plusieurs pays membres d'Euromed, il appartenait à l'Union européenne et à ses partenaires méditerranéens de revoir leurs instruments législatifs et autres en vue d'assurer que de tels attentats ne se reproduisent pas et de garantir la protection des personnes relevant de leur juridiction. Cependant, dans le contexte d'Euromed, les mesures de lutte contre le terrorisme ont éclipsé d'autres préoccupations et les droits de l'homme en particulier. La coopération en matière politique et de sécurité étant gravement mise en cause par la crise qui embrase le Moyen-Orient, le combat contre le terrorisme semble fournir le seul terrain commun de nature à faire avancer le dialogue politique entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens. (...)

A mesure que l'on s'attache à élaborer des mesures de lutte contre le terrorisme, l'exigence en matière de droits de l'homme est victime d'une "Realpolitik" erronée, qui non seulement contourne les engagements internationaux des pays mais ignore également le rôle essentiel des droits de l'homme dans la résolution de conflit et dans l'établissement d'une stabilité à long terme.

Amnesty International constate avec inquiétude que l'Union européenne n'a pas correctement traité jusqu'ici la question de la protection des droits fondamentaux dans sa politique et sa législation antiterroriste. Dans la pratique, l'Union européenne et ses Etats membres ont ignoré les violations des droits de l'homme commises sur le territoire de l'Union européenne, tandis que trop peu d'attention était donnée aux violations des droits de l'homme qui peuvent se produire quand des personnes suspectées d'activités terroristes sont renvoyées vers leurs pays d'origine ou vers des pays tiers. Ces derniers incluent des pays associés au sein d'Euromed. (...) Les mécanismes utilisés pour combattre le terrorisme compromettent non seulement les principes relatifs aux droits de l'homme, mais contrecarrent également des processus et des initiatives démocratiques importants.

(...) La succession d'incidents aux frontières européennes méridionales prouve clairement que l'intégrité du système international de protection des réfugiés est mise en danger par les pratiques des Etats membres de l'Union européenne en la matière. En dépit d'une nette diminution du nombre de demandes d'asile dans la plupart des Etats membres de l'Union européenne, ces mêmes pays sont de plus en plus tentés de se retirer de leurs engagements internationaux en matière de protection des réfugiés et de rejeter la responsabilité sur les pays tiers voisins où la possibilité, l'applicabilité et la fiabilité d'une protection efficace sont susceptibles d'être, au mieux, minimales, et où les pratiques des Etats envers les réfugiés et les migrants ont souvent été irrespectueuses de leurs droits fondamentaux. Parmi ces pays tiers, se trouvent des pays associés au sein d'Euromed.

La forteresse et ses glacis

Au delà de cette "crise de la protection", ces événements ont mis en lumière une grave "crise migratoire" dans le contexte du déséquilibre entre les pays du Nord et ceux du Sud. Lorsque l'on évalue l'impact des politiques de l'Union européenne sur les pays voisins, il n'y a guère de doute que la façon dont la "lutte contre l'immigration illégale" est conduite risque d'aggraver, plutôt que de réduire, les problèmes liés à l'immigration irrégulière. L'absence d'une vraie solidarité, combinée avec des pratiques abusives contredit le but avoué de l'Union européenne, qui est de rechercher des solutions durables et de traiter les causes profondes de ces phénomènes. La crédibilité et la légitimité de l'Union européenne sont affectées lorsqu'elle demande à d'autres d'assumer des responsabilités qu'elle n'est pas disposée à accepter pour elle-même. (...)

Les gouvernements du partenariat Euromed se sont engagés à agir conformément à la charte de l'ONU et à la Déclaration Universelle des Droits de l'homme. Leur signature a exprimé une volonté politique de développer la prééminence du droit et la démocratie et de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, tels que la liberté d'expression et la liberté d'association. Dans le climat politique actuel il est plus important que jamais que l'Union européenne agisse en ferme défenseur des droits de l'homme dans ses relations avec ses partenaires d'Euromed et qu'elle applique ces normes scrupuleusement et systématiquement à sa propre conduite.

Amnesty International
21 novembre 2005
Mise en forme: RK